**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS
PROVINCE DE QUÉBEC**

Montréal, le 12 décembre 2008

RÉSIDENCES NAVARRO S.E.C.
750, avenue Sainte-Croix
Saint-Laurent (Québec) H4L 3Y2

«L'EMPLOYEUR»

et

**SYNDICAT DES TRAVAILLEUSES ET
TRAVAILLEURS DES CENTRES
D'HÉBERGEMENT DU GRAND
MONTRÉAL (CSN)**
No d'accréditation : AM-2000-8003
1601, avenue de Lorimier
Montréal (Québec) H2K 4M5

«LE SYNDICAT»

**DÉCISION DU CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS
(articles 111.0.18 et 111.0.19 du Code du travail)**

Le Conseil est composé de M^{me} Anne Parent, vice-présidente par intérim, M. Daniel Villeneuve et M. Raymond Désilets, membres.

- [1] Le 25 avril 2007, le gouvernement du Québec adopte le décret n° 319-2007 assujettissant les parties à l'obligation de maintenir des services essentiels en période de grève.
- [2] Le Conseil reçoit, le 5 décembre 2008, un avis du Syndicat lui indiquant son intention de recourir à la grève à compter de 07 h 30 le 17 décembre 2008 et ce, pour une durée indéterminée. Le 8 décembre 2008, le Syndicat fait également parvenir au Conseil la liste des services essentiels qu'il entend maintenir lors de cette grève.
- [3] Le 9 décembre 2008, conformément à l'article 111.0.18 du Code du travail, le Conseil convoque les parties à une séance de médiation afin qu'elles négocient les services essentiels et, s'il y a lieu, concluent une entente.
- [4] Le 10 décembre 2008, la rencontre de médiation n'ayant pas apporté les résultats escomptés, le Conseil convoque les parties à une audience

publique afin d'entendre leurs observations quant à l'adéquation des services essentiels proposés par le Syndicat dans sa liste du 8 décembre 2008.

[5] En effet, conformément aux articles 111.0.19 et suivants du Code du travail, il appartient au Conseil d'évaluer l'adéquation des services essentiels proposés à cette liste.

[6] L'audience se tient le 11 décembre 2008.

PROFIL

[7] Résidences Navarro est une société en commandite située à Saint-Léonard. Elle compte 2 pavillons pour personnes âgées : pavillon Benito (résidence pour personnes autonomes et semi-autonomes) et pavillon Marro (CHSLD Vincenzo-Navarro).

[8] Ces 2 pavillons sont reliés entre eux et comptent au total 225 unités de logement hébergeant 250 résidents répartis comme suit :

- le pavillon Benito comprend 101 appartements (60 appartements de 1 pièce et de mie, 6 appartements de 2 pièces et de mie et 36 appartements de 3 pièces et de mie) hébergeant 81 résidents autonomes et semi-autonomes.
- le pavillon Marro comprend 120 studios hébergeant 169 patients en perte d'autonomie (incluant les 2 unités de Ressource non institutionnelle [RNI]) et nécessitant 3 heures de soins et plus.

[9] L'âge moyen des résidents est de 80 ans, variant de 77 ans à 98 ans.

Les effectifs

[10] Les effectifs cadres et non syndiqués se composent d'une directrice générale, une directrice de soins, une directrice adjointe, une conseillère en ressources humaines, un thérapeute en réadaptation, une technicienne en diététique, six infirmières autorisées, une employée de bureau, un chef cuisinier et un responsable de la maintenance et entretien lourd.

[11] Les salariés faisant partie de l'unité de négociation visée par la présente décision se composent de : 27 infirmières auxiliaires, 70 préposées aux bénéficiaires, 2 cuisiniers, 6 aide-cuisiniers, 22 serveuses aux tables, 6 plongeurs, 2 commis à la buanderie, 11 commis à l'entretien ménager,

3 commis à l'entretien des installations, 1 pâtissière, 1 animatrice et 6 préposés à l'accueil et à la sécurité.

Description de la clientèle

[12] Il y a 29 résidents complètement autonomes, 52 résidents semi-autonomes et 169 résidents en perte d'autonomie. Au chapitre de la **mobilité physique**, 94 résidents se déplacent avec l'aide d'une marchette, 68 sont en fauteuil roulant, 17 utilisent une canne, 10 sont en fauteuil gériatrique et 2 se déplacent en fauteuil motorisé. Précisons par ailleurs que 59 résidents ne demandent aucune aide reliée au déplacement. Les 2 pavillons sont munis d'ascenseurs et les 250 résidents les utilisent.

[13] Cent soixante-treize résidents sont atteints de la **maladie d'Alzheimer** ou de démence sénile. Cette maladie se manifeste par de l'errance, de l'agitation, de l'agressivité, de risques de fugue et de chute qui, à la limite, représentent un danger pour leur propre sécurité et celle des autres résidents.

[14] De plus, 154 résidents souffrent d'**incontinence** et ce, de façon régulière. Tous sont changés au rythme de 7 changes par 24 heures par personne. Cette responsabilité relève des préposées aux bénéficiaires.

Services médicaux et soins d'hygiène

[15] Deux-cent-quatre résidents ont besoin d'aide pour la gestion de leurs **médicaments** qui sont préparés sous forme d'unidose et distribués par les infirmières auxiliaires.

[16] À la section 1, parmi les 43 résidents, 20 reçoivent de la glycémie capillaire, 10 des injections d'insuline, 4 des injections de vitamine B12, 1 des injections d'Haldol; aussi, 5 résidents reçoivent les soins de sonde urinaire et 24 font l'objet de contrôles de sécurité (contentions).

[17] À la section 2, parmi les 40 résidents, 17 reçoivent de la glycémie capillaire, 9 des injections d'insuline, 20 des injections d'Héparine, 9 des injections B12, 1 des injections d'Haldol; aussi, 15 résidents souffrent de tension artérielle, 5 résidents ont des pansements, 1 résident reçoit les soins de sonde urinaire, 1 résident est atteint de colostomie, 1 résident fait l'objet de gavage continu, 1 résidente nécessitant un pessaire et 20 résidents font l'objet de contrôles de sécurité (contentions).

- [18] À la section 3, parmi les 43 résidents, 24 reçoivent de la glycémie capillaire, 11 des injections d'insuline, 1 des injections d'Héparine, 5 des injections B12, 2 des injections d'Halldol; aussi, 14 résidents souffrent de tension artérielle, 1 résident a des pansements, 1 résident reçoit les soins de sonde urinaire et 14 résidents font l'objet de contrôles de sécurité (contentions).
- [19] À la section du pavillon Benito et celle du premier étage du pavillon Marro, parmi 48 résidents, 24 reçoivent de la glycémie capillaire, 8 des injections d'insuline, 5 des injections B12; aussi, 18 résidents souffrent de tension artérielle, 3 résidents ont des pansements, 2 résidents reçoivent les soins de sonde urinaire, 2 résidents reçoivent des curages rectaux et 10 résidents font l'objet de contrôles de sécurité (contentions).
- [20] Au 11^e étage (R.N.I. CSSS St-Michel/St-Léonard) : 15 patients reçoivent tous les traitements.
- [21] Au 12^e étage (R.N.I. CSSS Ahuntsic/Montréal-Nord) : 15 patients reçoivent tous les traitements.
- [22] Pour ces deux unités du 11^e et 12^e étages, la Résidence Navarro assure les effectifs d'infirmières auxiliaires, de préposées aux bénéficiaires, d'entretien léger, de buanderie, d'entretien lourd et d'animation, selon les contrats signés.
- [23] Notons que tous ces traitements (injections et soins spécifiques, administration des médicaments au moins quatre fois par jour par patient et pansements) relèvent de la responsabilité de l'infirmière auxiliaire.
- [24] Les **soins d'hygiène** sont donnés par les préposées aux bénéficiaires.
- [25] Pour le pavillon Marro, elles répondent à la totalité des patients 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
- [26] Pour les résidents autonomes, les soins d'hygiène sont optionnels. Actuellement, 188 résidents reçoivent un bain une à deux fois par semaine.
- [27] Pour les résidents autonomes du pavillon Benito, le **service alimentaire** est optionnel.
- [28] Au pavillon Marro (CHSLD), le service alimentaire est inclus dans le coût de la location (pour les 132 patients en hébergement par l'Agence de santé et de services sociaux, tous les services sont inclus dans le per diem). La totalité des résidents utilisent le service des 3 repas.

- [29] La résidence compte 2 salles à manger d'une capacité de 150 personnes. 239 résidants requièrent de l'assistance au niveau de la préparation de la nourriture (169 en CHSLD et 70 personnes autonomes et semi-autonomes). Cinquante-trois patients de mandent de l'aide totale pour l'alimentation et 48 patients de mandent surveillance et stimulation. 69 résidents s'alimentent seul dans la partie CHSLD.
- [30] Les résidants autonomes et semi-autonomes s'alimentent seuls.
- [31] Le service de **buanderie** est optionnel pour le pavillon Benito tandis que pour le pavillon Marro (CHSLD), ce service est inclus. Ce sont les préposées à la buanderie de la résidence qui sont responsables de ce service.
- [32] Par ailleurs, quant à l'**entretien ménager** léger, la totalité des 2 édifices bénéficient de ce service qui est inclus dans la location de base et ce sont les préposées à l'entretien léger de l'entreprise qui assurent ce service.
- [33] L'entretien des installations relève de la résidence. Ce sont 3 syndiqués qui sont affectés à l'**entretien lourd** de jour, de soir et de nuit.
- [34] Une **animatrice** assure le service pour la clientèle dans les 2 pavillons.

L'AUDIENCE

Le Syndicat

- [35] Le Syndicat amorce sa preuve par la présentation de sa liste de services essentiels à maintenir au cours de la grève annoncée, d'une durée indéterminée.
- [36] Le Syndicat énonce, comme principe directeur, que les services en soins infirmiers seront répartis à 90 % dans l'ensemble des unités.
- [37] Le Syndicat affirme que c'est dans le cadre de ce principe directeur que les horaires réguliers de jour, de soir et de nuit sont réduits de 10 % dans chacune des unités de soins, à l'accueil, à la buanderie, à la cuisine, à la plonge, à l'entretien ménager, à la salle à manger, aux cabarets et à l'entretien lourd.
- [38] La liste prévoit aussi un certain nombre de tâches et d'activités qui ne seront pas maintenues, en partie ou en totalité pendant la grève. Il s'agit de changement de lits souillés, de ramassage de sacs de linge souillé, de la

tenue d'activités sociales, d'accompagnement à la salle à manger et de changement de couches d'incontinence.

[39] De plus, la liste syndicale mentionne qu'il ne se fera aucune nouvelle admission durant la grève.

[40] Quant à la formation des salariés en grève, ces derniers ne suivront aucune formation durant la grève, formation dispensée par l'Employeur, à l'exception de la formation RCR exigée par la CSST ou d'autres exigences légales de formation.

[41] Le Syndicat termine sa liste de services essentiels en indiquant que les responsables du respect et du fonctionnement de la liste syndicale seront madame Suzanne Bouchard, conseillère syndicale (CSN) et monsieur Guy Trichard, officier du syndicat CSN, section Résidences Navarro.

[42] À la suite de questions posées par les membres du Conseil en cours d'audience au porte-parole syndical, le Syndicat s'est engagé verbalement à ce qu'il n'y ait pas d'interruption ou d'abstention de soins concernant, à titre d'exemples, les bains donnés aux bénéficiaires et la distribution de leurs médicaments.

[43] Enfin, concernant l'accompagnement de certains résidents à la salle à manger, la présence de sacs de linge souillé déposés au bout du corridor, le Syndicat suggère de confier ces tâches au personnel-cadre de l'entreprise.

[44] La liste syndicale proposée se lit donc comme suit :

- Les services en soins infirmiers seront respectés à 90 % dans l'ensemble des unités :
- les horaires réguliers de jour, de soir et de nuit seront réduits de 10 % dans chacune des unités de soins, à l'accueil, à la buanderie, à la cuisine, à la plonge, à l'entretien ménager, à la salle à manger, au cabaret et à l'entretien lourd.
- les lits ne seront pas faits, sauf s'ils sont souillés.
- les poches de linges souillés seront déposées au bout des corridors et de manière sécuritaire.
- aux unités des soins, les résidents seront préparés par les préposés-es comme à l'habitude, mais ne seront pas amenés pour les activités ou à la salle à dîner.
- lors de la tournée de 22 h, il y aura pose de couches superabsorbantes.

- lors de la tournée de s'présosés la nuit, il y aura ajustement de s'ournées : une tournée visuelle à 23 h 30, une tournée normale avec changement de couches s'il y a de s'selles et à 2 h 30, une tournée normale avec changement complet.
- Aucune nouvelle admission.
- Formation des salarié-es : pendant la durée du conflit, les syndiqué-es ne suivront aucune formation dispensée par l'employeur, à l'exception de la formation RCR exigée par la CSST ou autres exigences légales de formation.
- Responsables :
 personnes responsables du respect et du fonctionnement de la présente liste : Suzanne Bouchard, conseillère syndicale (CSN) et Guy Trichard, officier du Syndicat des travailleuses et travailleurs de s'centres d'hébergement du Grand Montréal – CSN, section résidence Navarro.

L'Employeur

[45] L'Employeur considère que la liste des services essentiels soumise par le syndicat est insuffisante pour assurer la santé ou la sécurité des résidents. Il assure pouvoir maintenir les services pendant la grève avec 100 % du personnel, malgré une réduction du temps de travail de 10 %, pourvu qu'on lui laisse le soin de déterminer les horaires de travail, les tâches à réaliser et les heures de piquetage pendant la grève. L'Employeur propose, à cette fin, un horaire de travail et de piquetage pour la durée de la grève (pièce E-1). Il estime également que la gestion des nouvelles admissions relève de son droit de gérance et devrait lui appartenir de façon exclusive.

[46] En outre, l'Employeur estime que le Conseil des services essentiels n'a pas compétence pour s'immiscer dans la définition des tâches à réaliser durant la grève, compte tenu de la situation particulière de ce type d'établissement ainsi que des normes multiples et complexes à respecter pour se conformer aux exigences imposées entre autres par l'Agence de santé et de services sociaux (pièces E-5, E-6, E-7 et E-8). Le Conseil devrait se prononcer uniquement sur la question du pourcentage des tâches à réaliser par les grévistes et laisser à la direction de l'établissement la gestion des tâches et des horaires pendant la grève.

[47] Zara Pilian, Directrice générale de l'établissement et directrice des soins, témoigne de ses préoccupations en ce sens et souligne la nécessité de respecter les normes existantes en matière d'hygiène, de gestion des risques et de contrôle de la qualité. Elle indique que le non respect de ces

exigences pourrait entraîner des conséquences pouvant aller jusqu'à la fermeture de l'établissement.

[48] Dans son témoignage, madame Pilian considère qu'il devrait lui revenir de gérer les tâches ainsi que les horaires de travail et de piquetage pendant la grève pour s'assurer que de telles exigences soient respectées. Selon elle, les cadres de l'établissement ne pourraient à eux seuls suffire à la tâche tout en se conformant aux normes si l'on s'en tient à la liste des services essentiels soumise par le Syndicat, qu'il s'agisse de changer les lits souillés, de disposer des poches de linges souillés ou de changer les couches d'incontinence.

[49] Concernant l'accompagnement des résidents à la salle à dîner, le témoin insiste sur le fait que plusieurs résidents souffrent de diabète et sont insulino-dépendants. La régularité de leur alimentation est cruciale et ne doit pas être perturbée.

[50] Au plan de la formation du personnel, elle indique que le Plan thérapeutique infirmier est une formation obligatoire et les infirmières auxiliaires doivent la suivre et s'y conformer.

[51] Madame Pilian s'inquiète par ailleurs du fait que le Syndicat désigne madame Suzanne Bouchard à titre de personne responsable du respect et du fonctionnement de la liste de services essentiels. Compte tenu d'événements récents, au sujet de quels la Cour supérieure a rendu une ordonnance, madame Pilian dit craindre madame Bouchard et ne voit pas comment elles pourraient s'entendre au quotidien pour coordonner et assurer le maintien des services.

MOTIFS DE LA DÉCISION

[52] Tel que mentionné précédemment, les deux parties ne se sont pas entendues sur la liste de services essentiels proposés par le Syndicat.

[53] Un certain nombre d'éléments formulés dans la liste syndicale retiennent l'attention du Conseil au regard de l'évaluation de la suffisance des services proposés, considérant notamment le type de clientèle et le nombre de cas particulièrement lourds que l'on retrouve au sein des Résidences Navarro.

[54] Pour apprécier ces éléments, le Conseil est guidé par les critères que lui impose le Code du travail soit la santé ou la sécurité du public. Il doit donc s'assurer que, pendant toute la durée de la grève, la santé ou la sécurité des

personnes qui bénéficient des services des Résidences Navarro ne soient pas mises en danger d'aucune façon.

- [55] On comprendra donc que le Conseil ne peut considérer, pour établir la suffisance des services essentiels, des critères d'ordre économique ou des critères liés aux obligations contractuelles de l'employeur dans l'exploitation de son établissement. L'examen de la suffisance doit constamment subir l'éclairage de ces deux seuls éléments que sont la santé ou la sécurité du public, soit les résidents.
- [56] C'est donc à la lumière de ces deux seuls critères que le Conseil a examiné la liste des services essentiels proposés par le Syndicat.
- [57] D'entrée de jeu, l'Employeur s'est objecté à la compétence du Conseil au regard d'un élément de la liste du Syndicat soit, le fait qu'il ne pourra procéder à aucune admission aux résidences pendant la durée de la grève.
- [58] L'Employeur précise au Conseil que le fait de ne pouvoir gérer le roulement des départs et des inscriptions au sein des Résidences Navarro relève exclusivement de son droit de gérance.
- [59] En l'absence d'entente entre les parties sur ce point, il est clair pour le Conseil qu'il ne lui revient pas de s'immiscer dans la gestion de l'Employeur sur cet aspect, ce n'est pas de sa compétence. Il ne peut donc évaluer cet élément dans la liste des services essentiels proposée par le Syndicat.
- [60] Toujours en lien avec son droit de gérance, une deuxième objection est formulée par l'employeur. Il considère que le Conseil ne peut en aucun temps s'immiscer dans la détermination des tâches à accomplir par les salariés en grève telles que le changement de lits souillés ou encore le ramassage des sacs de literie souillée.
- [61] Le Conseil ne peut retenir cette objection car, contrairement aux prétentions de l'employeur, il s'agit du cœur même de sa mission qui consiste à évaluer la suffisance des services à être donnés pendant la grève afin de ne pas mettre en danger la santé ou la sécurité du public.
- [62] Il revient donc au Conseil d'apprécier les services essentiels devant être fournis pendant la durée de la grève en rappelant que, dans la présente affaire, la liste du Syndicat indique que les services seront respectés à 90 % dans l'ensemble des unités.

- [63] Le Conseil comprend que pendant la durée de la grève, 100 % des salariés seront au travail mais ne travailleront que 90 % du temps prévu à leur horaire habituel de travail, et ce, pour chaque quart de travail. De plus, les salariés exerceront ce droit à tour de rôle afin d'assurer une continuité des services à l'intérieur de chaque secteur d'activité.
- [64] Considérant l'importance de ne pas générer une croissance du niveau de risques de contamination en attendant de garantir la santé et la sécurité des résidents de l'établissement, le Conseil recommande que le ramassage des poches de linges souillés se fasse de façon habituelle et normale. Toutefois, la fréquence de ce ramassage se fera à une fréquence différente soit en une seule occasion par quart de travail plutôt que deux.
- [65] En ce qui concerne l'accompagnement de résidents à la salle à diner, le Conseil retient de la preuve que ce ne sont pas tous les résidents qui prennent leurs repas à la salle à manger. Toutefois, de ceux qui doivent être accompagnés, il lui a été démontré que pour 38 patients atteints du diabète de type 1, soit des insulino-dépendants, il y va de leur santé s'ils ne peuvent maintenir la régularité nécessaire à la prise de leur repas. Le Conseil recommande donc que soient accompagnés à la salle à manger ces 38 résidents.
- [66] Les deux éléments de la liste syndicale portant sur la fréquence des poses et de changements de couche de résidents ne peuvent être tolérés considérant les problèmes de santé, par exemple les plaies de lit, qu'une telle situation peut générer auprès de cette clientèle âgée. C'est pourquoi le Conseil recommande que le changement de couches d'incontinence par les salariés doit se faire de façon normale et habituelle.
- [67] De plus, au regard des soins à être maintenus pendant la grève, le Conseil comprend des propositions par le Syndicat lors de l'audience que ce dernier verra à ce qu'une tâche amorcée par un salarié auprès d'un patient, telle la prise d'un bain ou encore celle de médicament, sera complétée avant que le salarié en question ne puisse exercer son temps de grève.
- [68] Le Conseil comprend de la preuve présentée devant lui que la formation portant sur le Plan thérapeutique infirmier s'avère une formation devant être suivie par les infirmières auxiliaires selon leur ordre professionnel. De fait, cette formation est directement liée à la qualité des soins de santé devant être fournies aux résidents. Le Conseil recommande donc que cette formation soit suivie par le personnel visé.

- [69] Enfin, dans le but de faciliter le respect et le bon fonctionnement de la liste des services essentiels pendant la grève, bien que le syndicat ait déjà identifié les noms de deux personnes, le Conseil lui suggère fortement d'en ajouter au moins deux autres considérant qu'une des personnes identifiées fait l'objet d'une ordonnance de la Cour supérieure dans le cadre du dossier de négociation entre les parties.
- [70] Lors de l'audience, une telle demande a été formulée par le Conseil. Le Syndicat a donc transmis deux nouveaux noms : Léonide Ouellet et Carmela Padulo.
- [71] Advenant une situation exceptionnelle et urgente non prévue à la liste, mettant en cause la santé ou la sécurité des résidents, le Syndicat doit s'engager à fournir, à la demande de l'Employeur et au besoin, le personnel nécessaire pour faire face à cette situation. Le Conseil interprète l'expression « au besoin » comme signifiant que chaque fois que l'Employeur réclame des services prévus à la liste, le Syndicat doit répondre promptement et sans délai à cette demande.
- [72] **PAR CONSÉQUENT**, après avoir entendu l'Employeur et le Syndicat, et en tenant compte de ses précisions et de ses considérations exprimées, **le Conseil :**
- [73] **DÉCLARE insuffisants** les services essentiels prévus à la liste du 8 décembre 2008 afin que la santé ou la sécurité des résidents ne soit pas mise en danger;
- [74] **RECOMMANDE** au Syndicat de modifier sa liste de services essentiels conformément aux modifications indiquées par le Conseil en annexe;
- [75] **DÉCLARE** que, si le Syndicat informe le Conseil d'ici le 15 décembre 2008 à 10 h qu'il accepte de modifier sa liste de services essentiels conformément aux recommandations du Conseil, la liste telle que modifiée selon ses recommandations, sera alors suffisante pour s'assurer que la santé ou la sécurité des résidents ne soit pas mise en danger lors de la grève devant débiter mercredi le 17 décembre prochain;
- [76] **DÉCLARE** que, si le Syndicat accepte de modifier sa liste de services essentiels conformément aux recommandations du Conseil, les services essentiels à fournir durant la grève sont ceux énumérés à la liste reproduite au paragraphe [44] de la présente décision comme s'ici tout au long

révisés telle que modifiée selon les recommandations du Conseil en annexe pour en faire partie intégrante;

[77] **DEMANDE** aux parties, advenant qu'elles éprouvent des difficultés quant à la mise en application de la liste des services essentiels, d'en faire part au médiateur du Conseil dans les plus brefs délais afin que celui-ci puisse leur fournir l'aide nécessaire et, s'il y a lieu, d'en saisir le Conseil.

LE CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

Anne Parent
Vice-présidente par intérim

M. Jean-Marie Vézina, représentant du Syndicat
M^c Robert Brunet, procureur de l'Employeur

ANNEXE

RECOMMANDATIONS

1. Le Conseil recommande de modifier la liste de la façon suivante :
 - les poches de linge souillés seront ramassées de façon normale et habituelle mais à une fréquence d'une fois par quart de travail;
 - les résidents diabétiques de type 1 seront amenés à la salle à dîner comme à l'habitude;
 - les changements de couche d'incontinence se feront de façon normale et habituelle pendant toute la journée (24 heures);
 - lorsqu'une tâche sera amorcée par un salarié auprès d'un résident, comme la prise d'un bain (soins d'hygiène) ou celle de médicament, cette tâche devra être complétée avant que le salarié puisse exercer son temps de grève;
2. Retirer l'élément intitulé « Aucune nouvelle admission »
3. Ajouter à la formation celle portant sur le Plan thérapeutique infirmier qui sera suivie, s'il y a lieu, par les infirmières auxiliaires.
4. Ajouter une clause de situation exceptionnelle : « Advenant une situation exceptionnelle et urgente non prévue à la liste, mettant en cause la santé ou la sécurité des résidents, le Syndicat doit s'engager à fournir, à la demande de l'Employeur, et au besoin, le personnel nécessaire pour faire face à cette situation ».
5. Ajouter une clause d'accès à l'établissement : « Le Syndicat donne le libre accès à l'établissement ».
6. Ajouter les personnes suivantes à la liste de personnes responsables du respect du fonctionnement de la liste : Léonide Ouellet et Carmela Padulo.